

Paris, 4 janvier 2026

## **Centre d'accueil et de crise Ginette Amado : défendre la psychiatrie publique de proximité**

Le centre d'accueil et de crise (CAC) Ginette Amado, situé au 17 rue Garancière dans le 6<sup>e</sup> arrondissement, est un pilier historique de la psychiatrie publique de secteur pour les 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arrondissements. Ouvert 24h/24 et 7j/7 et doté de six lits de crise, il assure depuis plus de quarante ans une prise en charge intensive fondée sur l'accueil immédiat. Ce modèle permet de prévenir les hospitalisations longues et l'isolement, de garantir la continuité des parcours de soins et de désengorger durablement les services d'urgences.

Les professionnel·les alertent aujourd'hui sur le projet de transformation du CAC Amado en une simple structure ambulatoire à compter du 1<sup>er</sup> février 2026, ouverte uniquement en journée du lundi au vendredi. Cette décision du GHU, prise sans concertation et en contradiction avec les réalités de terrain et les besoins concrets de la population, constituerait une régression majeure de l'offre de soins en santé mentale. Elle entraînerait une rupture dans la prise en charge des situations de crise et une pression accrue sur des services d'urgences déjà saturés.

Ces économies à court terme sur la psychiatrie de secteur se traduiront inévitablement par une explosion des coûts humains, sociaux et financiers à long terme. La psychiatrie de secteur a pourtant montré qu'un service public de proximité, fondé sur la prévention et la permanence des soins, est la réponse la plus efficace et la plus humaine aux crises psychiques.

En tant que candidat·es têtes de liste du Nouveau Paris Populaire dans les 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arrondissements, nous affirmons notre engagement à défendre le maintien intégral du Centre d'accueil et de crise Amado dans son fonctionnement actuel. Nous appelons la Ville de Paris à user de tous les leviers juridiques dont elle dispose, en tant que co-propriétaire des locaux avec le Sénat, pour s'opposer à leur réaffectation et garantir la pérennité de ce service public essentiel.

Nous appelons à être présent·es nombreuses et nombreux le mardi 6 janvier à 14h devant le centre d'accueil et de crise, place Saint-Sulpice, en soutien aux syndicats et aux professionnel·les mobilisé·es

**Ludovic Hetzel, Coline Bouret et Bruno Gaccio,**  
candidat·es des 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arrondissements de Paris